Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE A CUBA
SERVICE ÉCONOMIQUE

LA HAVANE, LE 12 JANVIER 2017

TS/MO

Brèves économiques du 22 décembre 2016 au 12 janvier 2017

Relations internationales :

- **Fin de la loi « pieds secs, pieds mouillés » :** Les gouvernements de Cuba et des Etats-Unis ont annoncé jeudi 12 septembre 2017 l'accord permettant de mettre fin à la politique migratoire, connue sous le nom de « pieds secs, pieds mouillés », qui offrait aux immigrés cubains illégaux un traitement préférentiel une fois atteint le sol américain. De même, il a été mis fin au Programme de Parole pour les professionnels de santé cubains qui incitait ces derniers (notamment ceux en mission dans des pays tiers) à émigrer vers les Etats-Unis. Les autorités cubaines se sont donc engagées à accueillir tous les Cubains en situation irrégulière interceptées par les autorités américaines. En 2016, près de 50 000 Cubains sont entrés aux Etats-Unis, dont environ 10 000 par voie maritime, ce qui représente le double du nombre enregistré en 2014. Cet accord aura donc un impact majeur sur les flux migratoires de Cuba et également sur le phénomène de « fuite des cerveaux » qui pénalise l'économie cubaine. L'impact sur le niveau de transferts monétaires (*remesas)* envoyés depuis les Etats-Unis devrait être modéré. Enfin le système d'immigration légale américain est maintenu avec notamment la loi du *Cuban Adjustment Act* et l'octroi de 20 000 visas par ans à des Cubains.

- **Cuba délimite ses frontières maritimes dans le Golfe du Mexique :** A l'initiative du gouvernement mexicain, Cuba, les Etats-Unis et le Mexique se sont accordés sur un document préliminaire permettant de fixer les coordonnées exactes du « Polygone occidental » du Golfe du Mexique, zone maritime qui devrait ensuite être répartie entre les trois pays. L'enjeu est de déterminer les prérogatives de chaque nation sur les réserves en hydrocarbures qui seraient éventuellement découvertes à l'avenir dans cette région. Le Mexique et les Etats-Unis avaient déjà ratifié un accord transfrontalier à ce sujet et, suite à la reprise des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis en 2015, ces deux derniers pays étaient également parvenus à un accord pour délimiter leur espace maritime respectif à moins de 200 miles nautiques de leurs côtes. C'est donc dans ce cadre qu'un accord trilatéral a été proposé afin de lever les dernières incertitudes relatives à la souveraineté dans cette zone d'exploration.

Investissements étrangers :

- **Inauguration d'une usine d'assemblage de tablettes et d'ordinateurs portables :** L'entreprise publique cubaine chargée de la production industrielle de matériel informatique (GEDEME) a inauguré vendredi 23 décembre à La Havane une nouvelle ligne permettant d'assembler 500 unités par jour (tablettes et ordinateurs portables). Le géant de l'électronique chinois Haier a fourni les équipements ainsi que les matières premières pour le démarrage de la production. L'Université de Sciences Informatiques (UCI) apporte quant à elle le système opératif de ces appareils. Ces produits seront destinés en premier lieu aux centrales d'achats d'Etat et aux organismes de l'administration centrale.

- **Participation du russe Rosneft à l'exploitation d'un gisement à Cuba :** Le géant pétrolier russe Rosneft a annoncé mercredi 21 décembre la signature d'un contrat avec le monopole cubain Cuba Petroleo (Cupet) pour améliorer l'exploitation du gisement cubain de Varadero. Ce contrat entre dans le cadre de l'accord signé lors d'une visite de Vladimir Poutine à Cuba en juillet 2014 portant sur le développement des gisements déjà exploités à Cuba.
  En Russie, l'application des nouvelles techniques de forage mises au point ces dernières années ont permis de relancer la production de nombreux champs pétroliers considérés en fin de vie. Selon Rosneft, les réserves pétrolières prouvées de Cuba sont estimées à 125 millions de barils répartis dans 35 champs d'hydrocarbures mais les réserves potentielles offshore approcheraient 20 milliards de barils.

Economie cubaine :

- **<u>Vente de marabú cubain aux Etats-Unis :</u>** Le charbon obtenu à partir de la combustion du marabú (plante invasive qui prolifère à Cuba) sera le premier produit cubain exporté vers les Etats-Unis depuis un demi-siècle grâce à la signature jeudi 5 janvier d'un contrat de vente entre Cubaexport et la compagnie américaine Coabana Trading. Deux premiers containers de 20 tonnes chacun (au prix de 420 dollars la tonne) devraient ainsi être livrés dès la mi-janvier. D'après les représentants de Cubaexport, 80 000 tonnes de charbon de marabú sont exportées chaque année, ce qui représenterait un revenu approximatif de 33,6 millions USD. La compagnie américaine s'est également déclarée intéressée par l'importation de miel et de café.

- **<u>Volet économique des interventions devant l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire :</u>** Lors de son discours de clôture de la VIIIème période ordinaire de sessions de l'ANPP, le Président cubain Raúl Castro a annoncé que l'économie cubaine était entrée en récession en 2016, avec une évolution du PIB de -0,9%. Pour expliquer cette contraction, il a évoqué les contraintes financières engendrées par la chute des revenus tirés des exportations, elle-même causée par la baisse des prix mondiaux des matières premières, ainsi que par les difficultés rencontrées par les principaux pays partenaires de Cuba. Mais le Président a également souligné que l'effondrement de l'économie avait été évité, de même que les coupures de courant, et que tous les services sociaux gratuits avaient pu être maintenus, marquant ainsi la distinction entre la situation actuelle et celle de la « période spéciale ». Par ailleurs le service de la dette externe, prioritaire, a également pu être honoré, même s'il a admis qu'il n'avait pas été possible de payer à temps toutes les échéances des fournisseurs étrangers. Il a remercié les partenaires commerciaux pour leur compréhension et leur confiance en réitérant la volonté du gouvernement de rétablir progressivement la normalité dans une sphère qu'il qualifie d'importante.

  A noter que les grands documents annoncés à l'issue du VIIème Congrès du Parti en avril 2016 (conceptualisation du modèle économique et plan de développement à l'horizon 2030, ainsi que la revue annuelle du processus d'actualisation), initialement prévus pour la fin de l'année, ont été reportés au premier semestre 2017.

  Le Ministre de l'économie et du plan Ricardo Cabrisas a pour sa part repris une grande partie de ces éléments pour sa propre intervention devant l'ANPP. Il a cependant ajouté que la croissance prévue du PIB en 2017 (2%) serait tirée par des résultats en hausse dans les industries sucrière et hôtelière et de restauration (respectivement +30% et +8%), et que le volume de production global devrait croître de 6,9% en 2017, avec cependant une diminution de 4,3% de l'extraction de pétrole et de gaz par rapport à l'année 2016. Il a enfin réaffirmé la volonté du gouvernement de donner la priorité aux énergies renouvelables (solaire, photovoltaïque, éolien, biomasse) afin de réduire la dépendance énergétique de l'île.

- **<u>Présentation devant l'Assemblée du budget 2017 :</u>** Lina Pedraza, Ministre cubaine des Finances et des Prix, a annoncé lors de son intervention devant l'Assemblée que le déficit budgétaire prévu pour 2017 s'établissait à 11,5 Mds de pesos, soit 12% du PIB à prix courants (soit près du double de celui des années précédentes): en effet les dépenses devraient augmenter de 11% sur l'année pour financer un effort d'investissement sans précédent dans les secteurs productifs (+26%), permettant de substituer la production nationale aux produits importés tout en maintenant les dépenses sociales au niveau actuel. Ce déficit serait couvert par l'émission de bons du trésor absorbés par le système bancaire national. Un montant de 2,740 Mds de pesos est en outre prévu pour payer le principal et le service de la dette externe.

La donnée de la quinzaine :

- **<u>Hausse de 8% du nombre de *cuentapropistas* en 2016 :</u>** D'après les statistiques du Ministère du travail et de la sécurité sociale, le nombre de travailleurs privés disposant d'une licence de « *cuentapropista* » (auto-entrepreneur sans personnalité juridique) aurait atteint 535 000 en 2016, soit 8% de plus qu'à la fin 2015. En 2015 ce nombre avait dépassé pour la première fois le demi-million avant de retomber à 496 000 en décembre à la suite d'un retrait important de licences de la part des autorités. Le Ministère a également compilé diverses informations sur ce secteur entreprenarial : 31% des détenteurs de licences sont jeunes, 32% sont des femmes et 16% cumulent un emploi dans le secteur public tandis que 11% d'entre eux sont retraités. D'un point de vue sectoriel, la restauration est le plus représenté avec 11% des licences (correspondant uniquement aux propriétaires), suivi du transport (10%) et de la location immobilière (6,3%).